

APPEL À L'ACTION POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DANS TOUTE L'EUROPE

Du jeudi 23 au dimanche 26 mai auront lieu dans tous les pays d'Europe les élections pour la parlement européen. Le dimanche 26 mai, elles auront lieu en France. La Maison du Peuple propose à l'Assemblée des Assemblées de porter pour cette échéance une action, qui tranchera avec les tentatives de récupérations politiques en tout genre.

Nous avons eu une discussion en AG quant aux modalités précises de cette action, sans trancher définitivement sur la question. Les modalités différentes que nous avons imaginées sont : organiser des points d'information devant les bureaux de vote pour informer les citoyens sur l'hypocrisie de ces élections, organiser des rassemblements, des assemblées citoyennes, des carnivals/des représentations théâtrales pour dénoncer/se moquer du caractère hypocrite de ces élections, ou encore plus simplement bloquer les bureaux de vote (avec un ciblage particulier sur les quartiers riches ?). Ce pourrait être encore un appel aux groupes de gilets jaunes à organiser l'une de ces actions selon leurs choix/envies/moyens humains.

Nous souhaitons mettre en discussion cette initiative et ces différentes propositions à l'Assemblée des assemblées, c'est pourquoi nous transmettons ce texte à toutes les délégations. Nous exposons ici les raisons et les différents objectifs auxquels nous semble répondre le mot d'ordre de dénonciation/blocage des élections européennes. Si ce mot d'ordre est adopté, nous proposons d'en faire un appel spécifique via une vidéo collective lors de la 2nde Ada.

L'union européenne : Une institution profondément anti-démocratique

La première raison est qu'il n'y a peut-être pas d'institutions plus anti-démocratique que l'Union Européenne. La seule entité à même de proposer des lois au niveau européen n'est pas le Parlement. C'est la Commission Européenne, dont les membres sont nommés directement par les président de chaque pays européen, et non élus !

Élection n'est pas synonyme de démocratie, maintenant nous le savons. Mais, alors que les lois européennes s'imposent par dessus les cadres nationaux, nous ne pouvons même pas directement choisir la personne qui proposera des lois au niveau européen ! Si nous avions pu, qui donc aurait voté pour Jean-Claude Junker !!! (actuel président de la Commission Européenne)

Les parlementaires européens peuvent uniquement proposer des amendements pour modifier à la marge les lois dictées par la Commission Européenne non-élue. Et si on regarde plus en détails, pas moins d'un tiers des amendements proposés par les députés sont directement dictés par les multinationales !!!

On estime que les multi-nationales dépensent 1,5 milliards d'euros par an pour le seul lobbying européen à Bruxelles. Elles n'emploient pas moins de 25 000 lobbyistes dans la seule capitale européenne, ce qui représente un lobbyiste par fonctionnaire européen ! Dans ces conditions, l'élection du parlement européen est la plus grande foutaise « démocratique » qui soit : quelque soit le résultat du vote, ce sont les multinationales qui conserveront les commandes ! **(1)**

A cela s'ajoute en France un président qui depuis maintenant 2 mois fait une campagne acharnée sous prétexte de « grand débat », avec ses invités triés sur le volet, et retransmis des heures durant sur les chaînes de grande écoute. Mais quel est ce débat dans lequel les opposants n'ont pas la

parole ? Accepter que ces élections se déroulent en notre nom, c'est cautionner un système profondément totalitaire. Changer le personnel politique à la tête d'institutions corrompues jusqu'à l'os ne résoudra aucun de nos problèmes ! C'est une refonte complète du système, en particulier à l'échelon européen, qu'il faut projeter et opérer.

Dénoncer les élections européennes : Un acte de reconquête démocratique

Nous tentons de bloquer depuis plusieurs mois une machine économique qui échappe à tout contrôle de la population et conduit toujours plus de femmes et d'hommes à vivre dans la précarité. Son corollaire c'est la machine politique qui permet à une élite de renouveler sa soi-disant légitimité à décider de tout, envers et contre les peuples.

Cette institution viole allègrement les choix des peuples, comme cela s'est fait pour le référendum du TCE (Traité Constitutionnel Européen) en France en 2005, rejeté et réintroduit par Nicolas Sarkozy quelques années plus tard. Dénoncer/Bloquer son fonctionnement lors des élections constitue un acte reconquête de notre souveraineté populaire, de réaffirmation d'un pouvoir de décision qu'on nous a ôté ou que nous n'avons jamais eu.

Nous refusons que se tienne en notre nom cette mascarade électorale. Nos demandes sont les suivantes : nous voulons pouvoir contrôler le mandat des élus et de la Commission Européenne, pouvoir les révoquer (en cas de conflit d'intérêt par exemple), plafonner les indemnités des élus et des fonctionnaires européens, et même pouvoir déterminer directement le contenu des lois.

Sans cela, nous refusons de participer à cette farce, et nous refusons désormais qu'elle se fasse en notre nom. Une majorité de français refuse d'ailleurs déjà d'y participer.

Les pauvres s'abstiennent, les bourgeois choisissent !

Les taux d'abstention aux élections européennes sont incroyablement élevés et en constante augmentation. En France, en 2014 moins de la moitié des citoyens (42%) y ont participé, et c'est le même taux d'abstention pour l'Europe entière. (2)

Mais qui donc continue de voter aux élections européennes ?! Les études sur le sujet concordent. Ce sont très majoritairement les milieux les plus aisés, les plus qualifiés, c'est à dire ceux qui sont les plus intéressés au maintien de ce système inégalitaire !

D'après une étude d'Ipsos, 70 % des personnes issues de foyer gagnant moins de 20 000 € par an s'abstiennent, et les trois quart (73%) des moins de 35 ans s'abstiennent ! La base électorale des élus au parlement européens est extrêmement faible : ce sont les élus des plus fortunés !

Et c'est au nom de tous les français qu'ils éliront ceux qui voteront des lois de régression sociale pour les plus précaires. Qu'ils soumettront et affameront des peuples entiers par l'intermédiaire de la dette, du crédit et au nom libre concurrence de tous contre tous.

Le rejet de ces élections est déjà massif. Reste à transformer ce rejet passif en une opposition active et déterminée...

Un appel unitaire à tous les peuples d'Europe

Dès que l'institution européenne est remise en cause, les gouvernements s'empressent d'agiter le spectre d'une guerre généralisée en Europe, comme Macron en France agite la menace d'un chaos généralisé face à notre mouvement.

Mais ce sont eux qui opposent perpétuellement les peuples entre eux, et d'abord en instaurant la concurrence économique de tous contre tous ! L'oligarchie financière et industrielle sévit ici comme là-bas ! Partout en Europe et ailleurs, les peuples font face à des pouvoirs politiques qui propose comme seul horizon celui d'une régression sans fin de leurs droits et conditions de vie.

Nous appelons tous les peuples d'Europe à se saisir de cet appel et à le traduire dans leur propre langue, et à le relayer en vidéo par exemple. C'est en menant une lutte coordonnée contre nos exploiters communs que nous jetteront les bases d'une entente fraternelle entre les peuple d'Europe et d'ailleurs.

Du 23 au 26 mai, faisons des élections européennes un grand moment de mobilisation des peuples du continent, pour la reconquête de leur souveraineté et de leurs droits à vivre dignement. Et enrayons la machine politique européenne infernale ! Nous donnons rendez-vous aux peuples réfractaires du 23 au 26 mai, et en France le dimanche 23 mai à 9h devant les principaux bureaux de vote.

1 : <https://corporateurope.org/sites/default/files/captured-states-exec-summary-fr.pdf>

2 : <https://www.ipsos.com/fr-fr/europeennes-2014-comprendre-le-vote-des-francais>